



Communiqué suite au drame survenu à Nanterre le 27 juin 2023

Un drame s'est produit le 27 juin 2023 : un policier a fait usage de son arme et a abattu à bout portant Nahel, un adolescent de 17 ans, vraisemblablement pour un refus d'obtempérer.

La section du Finistère CGT Finances Publiques se joint au syndicat national pour adresser ses condoléances à la famille de la victime, son soutien à ses proches et pour que justice soit faite pour Nahel.

Ce drame n'est ni à banaliser, ni à minimiser.

La loi de 2017 autorisant les policiers à tirer en cas de refus d'obtempérer a considérablement augmenté le nombre de victimes. En 2022, 13 personnes ont perdu la vie pour un refus d'obtempérer lors d'un contrôle routier.

Les émeutes qui ont suivi ce drame ne sont que le résultat d'une accumulation de mécontentement et de colère vis-à-vis des politiques publiques répressives menées depuis des années par les divers gouvernements. La CGT condamne les violences commises mais également les réponses apportées à ces émeutes par le ministère de l'Intérieur et les jugements expéditifs réalisées par le ministère de la Justice en réponse à ces actes.

En aucun cas ce *modus operandi* ne peut concourir à l'apaisement et à la désescalade. Ces mesures ne font que nourrir le terreau de l'extrême-droite pour instrumentaliser ces violences, banaliser ses idées nauséabondes et menacer notre démocratie.

Il appartient au gouvernement d'assumer sa responsabilité dans la crise sociale actuellement de par son mépris envers les aspirations légitimes du peuple. Justice doit être rendue et des mesures concrètes doivent être prises afin que cela ne se reproduise plus.

Afin de sortir de cette crise profonde, la CGT insiste pour que soient menés des travaux d'envergure de la part du gouvernement pour:

- Refonder notre police républicaine et son lien à la population, avec l'engagement d'un travail de fond en matière de formation, de management et de directive de maintien de l'ordre ;
- Créer une autorité de contrôle de la police réellement indépendante ;
- La garantie de la part des préfetures et du gouvernement des libertés de réunion, de circulation et de manifestation ;
- Mener une politique active et ferme de lutte contre le racisme et contre toute forme de discrimination dans les services publics et dans la société ;
- Créer d'urgence un plan de renforcement et de financement des services publics à hauteur des besoins sur tout le territoire, dans une perspective de justice et de mixité sociale ;
- Donner à l'école les moyens matériels et humains de permettre à chaque enfant, où qu'il ou elle grandisse en France, de devenir un·e adulte libre et responsable pour se réaliser pleinement en tant que personne, sur son lieu de vie comme au travail ;
- Résoudre la crise sociale et politique qui s'exprime en France sous diverses formes depuis plusieurs années maintenant, avec des actes de solidarité, de revalorisation du travail et de lutte contre la précarité à rebours des politiques menées par le gouvernement.

#JusticePourNahel

